

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 7 FÉVRIER 2026 N° 523 PRIX : 100 FCFA

**BAS SALAIRES, MISÈRE, VIE CHÈRE,
L'AVENIR POUR LES TRAVAILLEURS
C'EST LE RENVERSEMENT DU SYSTÈME CAPITALISTE !**



- **Sommaire au verso**



Sommaire

Éditorial

Bas salaires, misère, vie chère, l'avenir pour les travailleurs c'est le renversement du système capitaliste !

Pages 4-9 Côte d'Ivoire :

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ La dignité des travailleurs doit passer avant le profit !
- ▶ Xin hao : c'est de l'esclavage ou quoi ?
- ▶ Des travailleurs organisés, les patrons n'aiment pas ça !
- ▶ Une vie d'exploité !
- ▶ Filtisac : une attaque de plus !
- ▶ SEG : les travailleurs se mobilisent pour la lutte !
- ▶ Loyers chers et salaires de misère : trop c'est trop !
- ▶ Une mobilisation se prépare contre les loyers chers

LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ Bienvenue à Gondwana-city !
- ▶ Les affaires, ça n'attend pas !
- ▶ Condamné pour avoir dénoncé la corruption !
- ▶ La guerre contre les pauvres continue !

DANS LE MONDE :

Pages 10 France :

Totalenergies : sanglants profits

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 25 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse
Le PAT- LO
BP 20029
93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

BAS SALAIRES, MISÈRE, VIE CHÈRE, L'AVENIR POUR LES TRAVAILLEURS C'EST LE RENVERSEMENT DU SYSTÈME CAPITALISTE !

À l'issue des dernières élections, la principale critique du Pdci, du Ppa-ci et de tous ces politiciens qui se réclament de l'opposition, se résume à dénoncer le fait que ce sont les mêmes dirigeants, le même parti politique qui gardent encore le pouvoir. Voilà que monsieur «photocopie», disent-ils, décroche le poste de «vice-premier ministre, pour succéder demain à Ouattara». Ces opposants sont surtout bien pressés de passer eux aussi à la soupe. Voilà leur problème !

Mais du côté des travailleurs, rien ne va : les salaires de misère, les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, les faux contrats d'embauche, le chômage, la précarité qui touche maintenant toutes les familles, la cherté de la vie, le loyer qui est en total décalage par rapport au salaire, etc.

Sur ces questions vitales qui concernent notre vie de tous les jours, nous n'avons rien à attendre des dirigeants politiques qui se bousculent pour arriver au pouvoir et mettre la main sur les caisses de l'État. Pendant que les travailleurs triment du matin au soir et parfois du soir au matin dans les usines, sur les chantiers, dans les docks, dans les plantations ainsi que dans de nombreux domaines utiles tels que la santé, l'éducation, la voirie et autres, les capitalistes et leurs laquais au pouvoir se remplissent les poches.

Ouattara peut se permettre d'accumuler mandat sur mandat tant qu'il bénéficie de la protection de l'impérialisme français et tant que les trusts internationaux peuvent continuer à piller les richesses du pays. Il peut se le permettre d'autant plus que le mécontentement populaire ne le menace pas. De nombreux politiciens lui font la courbette, y compris ceux qui n'ont pas toujours été dans son camp politique, pour obtenir un strapontin ministériel ou un poste lucratif dans la haute administration. Certains comme KKB ont déjà obtenu cette faveur en guise de remerciement pour lui avoir servi de marchepied il y a cinq ans, lors de la précédente élection présidentielle. Il en est de même pour Ahoussou Kouadio, Adjoumani, Mabri Touakeuse, pour ne citer que ceux-là. Ils ont été nommés «conseillers du Président», avec le grade de «Ministre d'État». C'est sûr que gens-là n'ont pas de souci de courbatures en se levant le matin ! D'autres attendent encore à la porte, c'est peut-être le cas de Simone Gbagbo et autre Blé Goudé qui semblent donner des signaux dans ce sens.

Le nouveau gouvernement récemment formé déclare que son objectif est de «construire une grande Côte d'Ivoire moderne, inclusive et prospère». Mais la «prospérité» c'est

pour les riches, eux qui ne font rien de leurs dix doigts et qui amassent des fortunes sur le dos des travailleurs. L'autre face de cette «prospérité», ce sont les travailleurs qui se tuent à la tâche ; certains sont contraints d'effectuer deux services dans la journée, abattant 16 heures d'un dur labeur, usant leur santé, chaque jour un peu plus !

Il y a parfois des luttes sur certains chantiers, dans des ateliers ou autres lieux de travail, mais tant qu'elles restent isolées, le patronat avec l'aide des autorités politiques parvient à les éteindre sans grands frais. Parfois ce sont des habitants des quartiers populaires qui manifestent contre la vie chère, les déguerpissements, les coupures d'eau, etc. Jusqu'à présent le gouvernement s'en est sorti à coups de matraques, de grenades lacrymogènes et d'arrestations. Mais lorsqu'il y aura une grosse explosion de colère avec des centaines de milliers de manifestants prêts à défier les forces de l'ordre, les matraques ne suffiront pas. C'est ce qui vient de se passer en Iran. La réponse du régime dictatorial des dignitaires religieux islamistes a été à la hauteur de leur crainte de perdre le pouvoir. Ce fut un bain de sang, il y a eu plusieurs dizaines de milliers de morts, de blessés et d'emprisonnés.

D'autres soulèvements ont eu lieu il y a quelques mois dans un certain nombre de pays en Afrique, en Asie ou au Moyen-Orient. Mais pour que l'énergie et les sacrifices déployés au cours de ces soulèvements ne soient pas vains il faut qu'il y ait une véritable direction politique révolutionnaire. Et c'est seulement au sein du prolétariat qu'une telle direction peut naître, en ayant comme objectif de prendre consciemment la tête de la révolte tout en ayant sa propre organisation et ses propres objectifs politiques.

L'aspiration élémentaire à nourrir sa fa-

mille, à se loger sous un vrai toit, à ne plus subir la loi des bandes armées, l'aspiration aux libertés démocratiques, au droit de vivre à sa guise et de s'exprimer comme on veut, se heurte à un mur dans tous les pays dominés par l'impérialisme. Le sort des exploités ne peut pas changer en profondeur tant que durera la domination de la bourgeoisie sur le monde. Cette domination repose sur l'exploitation de centaines de millions de travailleurs partout dans le monde. Ces travailleurs sont reliés entre eux par les mille liens de la production et de l'économie capitalistes. Qu'ils soient du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie ou des métropoles impérialistes, ils ne forment qu'une seule et même classe ouvrière internationale.

L'avenir de la classe ouvrière comme de l'ensemble des populations qui souffrent du pillage et de la domination du système capitaliste passe par le renversement de ce système. Les travailleurs, parce que ce sont eux qui produisent les richesses et font fonctionner la société, sont capables de diriger la société, d'organiser la production, d'utiliser les connaissances et les moyens techniques non plus pour satisfaire les besoins des exploiteurs mais ceux de la majorité de la population. Le pouvoir ouvrier supprimera les frontières, tendra la main à tous les opprimés de la terre et les aidera pour qu'ils fassent la même chose dans leur pays. Alors oui, de nouvelles perspectives s'ouvriront pour tous les exploités et les opprimés de la terre !

À nous qui vivons et travaillons en Côte d'Ivoire, notre tâche c'est de bâtir cette organisation politique des travailleurs autour d'un programme politique communiste révolutionnaire et internationaliste s'inspirant de l'expérience des révolutionnaires qui ont permis en 1917 à la classe ouvrière de prendre le pouvoir en Russie.

Le quotidien des travailleurs

LA DIGNITÉ DES TRAVAILLEURS DOIT PASSER AVANT LE PROFIT !

(Témoignage d'un lecteur):

«Nous sommes des dizaines d'ouvriers sur un chantier de construction d'un supermarché. Nous portons des charges lourdes sous le soleil comme sous la pluie. La sécurité est presque inexistante. Il n'y a pas assez de casque, pas de harnais, alors que nous travaillons souvent en hauteur. Quand un ouvrier refuse une tâche trop dangereuse, on lui met la pression, on lui impose de prendre le risque. S'il refuse, on lui dit de rentrer chez lui.

La journée de travail est payée à 3000 Fr pour les ouvriers non qualifiés et 8000 Fr pour les ouvriers qualifiés. Avec ça, comment payer le transport aller-

retour, manger et aider la famille ? Du coup, beaucoup parmi nous ne rentrent pas chez eux, ils dorment sur le chantier et s'entassent à plus de 10 personnes dans une pièce de 3 mètres sur 3. D'autres dorment à la belle étoile sur des contreplaqués, exposés aux moustiques, au froid et à l'insécurité.

Pendant que les riches construisent de grands bâtiments pour faire encore et toujours du profit, les travailleurs qui construisent ces bâtiments vivent dans la misère. Ceux qui créent la richesse sont traités comme des objets, pas comme des êtres humains».

XIN HAO : C'EST DE L'ESCLAVAGE OU QUOI ?

(Témoignage d'un lecteur):

«Il y a à peine trois mois, j'ai été embauché chez XIN HAO, une entreprise chinoise de production de fer à béton, située dans la nouvelle zone industrielle de pk 24 sur l'autoroute du nord. Nous sommes près de 400 travailleurs et n'avons pas d'équipements contre les accidents. Aucun n'est déclaré à la Cnps et la paie se fait de la main à la main, sans bulletin de salaire.

De plus, nous travaillons sept jours sur sept et 11 heures par jour avec un salaire de 4.500F. Celui qui fait 8 heures, est payé à 4.000 F. Celui qui s'absente un jour dans la semaine, est pointé à 3.500F le reste des jours jusqu'à la fin de la semaine.

J'ai eu un accident de travail avec une machine. La direction s'est chargée des soins et les deux quinzaines qui ont suivi ont été payées. Après cela, pendant mon repos médical, mon superviseur m'a demandé de me présenter à l'entreprise afin que le patron me voie et que même si je ne travaille pas j'aurais ma paye, sinon

je ne serai pas payé. Malgré ma présence au travail, on ne m'a pas payé le salaire de la dernière quinzaine de janvier

Voilà dans quelle situation nous nous trouvons actuellement. Pour le moment, c'est la peur de perdre notre travail qui règne parmi nous. Mais ce patron finira peut-être par récolter ce qu'il mérite quand, tous unis, nous lui montrerons que nous ne sommes pas ses esclaves !»

Cette situation n'est pas spécifique aux ouvriers de cette usine, loin de là ! C'est à peu près la même réalité que vivent les ouvriers dans la grande majorité des usines de cette zone, tout comme des centaines d'autres situées dans la zone industrielle de Yopougon. La rapacité des capitalistes ne connaît pas de limite. Pour l'heure les travailleurs subissent, mais tôt ou tard la goutte d'eau finira par déborder le vase ! Ensemble, les travailleurs constituent une force colossale. Tissons des liens utiles pour nous organiser et préparer les luttes inévitables à venir. Alors, nous serons assez forts et nombreux pour ne pas nous contenter de revendiquer des miettes.

Le quotidien des travailleurs

DES TRAVAILLEURS ORGANISÉS, LES PATRONS N'AIMENT PAS ÇA !

À Sogebat, nous avons fait un arrêt de travail le 26 janvier pour protester contre les prélèvements injustifiés sur nos salaires du 15 décembre 2025 au 26 janvier 2026.

Les faits

Depuis une rencontre avec notre employeur devant l'Inspection du travail pour lui réclamer des bulletins de paie et la déclaration Cnps, le patron avait pris l'engagement de délivrer les bulletins à partir du mois de janvier. Ce qui a été fait. Du coup, nous avons constaté que pour dix jours de travail, par exemple, les frais de transport étaient payés à 3750 F au lieu de 10.000 F. Les mêmes anomalies se sont reproduites dans le paiement des deux quinzaines suivantes. C'est à croire que le patron cherche à récupérer les 10 millions que nous lui avons arrachés le 25 décembre dernier à titre de rappel des heures supplémentaires non payées.

Trop, c'est trop ! Nous nous sommes concertés et avons arrêté le travail le lundi 26 janvier à 8h. À 10 heures, nous avons décidé de nous regrouper vers le site qui est plus proche de la grande route de Bas-sam, pour être bien vu par tout le monde.

UNE VIE D'EXPLOITÉ !

Témoignage d'un travailleur :



«Je suis ouvrier journalier à Dream-cosmétique, une entreprise de cosmétique située dans la zone industrielle de Yopou-

Nous avons demandé au patron de venir nous expliquer ces manquements. À son arrivé, il nous a intimé l'ordre de reprendre le service et nous a informé qu'il allait se rendre à l'Inspection du travail pour vérifier si l'erreur ne venait pas de l'inspecteur en charge de notre dossier. Nous lui avons donc dit d'aller régler le problème avec son inspecteur et qu'on attendait la réponse pour décider de la suite à donner. À son de retour il nous a dit qu'il restituerait le manquant le lendemain à 14 heures mais qu'il fallait alors qu'on se remette au travail.

Après une concertation entre nous, nous avons répondu que la journée était déjà avancée et que nous reprendrons le service le lendemain 27 janvier, mais s'il n'y a pas de suite, nous reconduirons notre mouvement. Le 27 matin, chacun était présent à son poste. Le paiement a effectivement commencé à 13 heures. Sauf que l'argent était aussi accompagné d'une «*demande d'explication*» pour arrêt de travail illégal. Nous attendons la décision de la direction pour décider de la réaction collective à adopter. Nous sommes maintenant assez organisés pour imposer le respect face à notre employeur.

gon. Voici un aperçu de ma vie dans cette zone.

J'habite avec mes parents à Binger-ville, à l'autre bout de la ville d'Abidjan. Avec l'état du transport en commun, il me faut au moins trois heures pour rentrer à la maison ou pour venir au travail. Vu la distance, si je décide de rentrer tous les jours, c'est une grande partie de mon salaire qui y passerait. Je suis donc allé négocier au quartier Karata, dans un endroit en bordure de route où des gens viennent faire leurs prières dans la journée, pour passer mes nuits. C'est en plein air, mais le

petit avantage c'est qu'il y a une bâche et des nattes en permanence. En cas de pluie, j'ai quelque chose comme un toit sur la tête.

L'endroit est proche de l'usine et la rue est beaucoup fréquentée, même à des heures tardives. Ce qui fait que je ne crains pas beaucoup pour ma sécurité, bien que j'aie quand même été victime d'un vol durant la nuit.

J'ai pour couverture un pull et une paire de chaussettes. J'allume un moustico pour éloigner les moustiques, mais malgré cela, je suis obligé, tous les trois mois, de me rendre à la pharmacie pour prendre des antipaludéens génériques.

Je me lave à l'usine à la descente. C'est interdit mais je me débrouille aussi pour laver mes habits. Je fais les quarts, je préfère celui de 14h à 22h parce qu'à la descente, je peux directement aller dormir

dans mon endroit. Le plus difficile, c'est quand je fais la nuit, parce que la journée mon dortoir est occupé alors que je dois absolument dormir pour reprendre le soir. Je dois dans ce cas me débrouiller dans un endroit de PMU ou dans un kiosque ».

Des milliers de travailleurs sont confrontés à ces mêmes difficultés à Abidjan, aussi bien les ouvriers dans les usines que dans le bâtiment. Ils subissent cette profonde injustice, alors que ce sont eux qui produisent les richesses et qui font tourner toute l'économie. Mais dans cette société capitaliste, le rôle des travailleurs se réduit à produire des richesses, sans qu'eux-mêmes puissent en jouir, tels des esclaves. Tout cela, pour permettre l'enrichissement d'une minorité d'exploiteurs. C'est cet ordre des choses qu'il faudra que les travailleurs renversent un jour !

FILTISAC : UNE ATTAQUE DE PLUS !

Dans cette entreprise, nous avons une mutuelle d'assurance, MCI, qui prend en charge 70% des frais de santé de nos familles. Voilà que la Direction cherche à nous entourlouper ! Jusqu'à présent, en cas d'hospitalisation, tous les frais générés (analyses, soins d'hospitalisation et ordonnances) sont payés d'abord par une caisse de solidarité gérée par la boîte, et c'est après seulement que le montant nous est prélevé au fur et à mesure. D'abord, au cours de l'année 2025, notre prélèvement mensuel pour l'assurance est passé de 9.000 F à 13.000 F. Ensuite, en décembre, comme un cadeau de bonne année, la direction nous fait savoir que désormais les

bons de la mutuelle d'assurance pour les médicaments ne seront plus prépayés à partir du 1^{er} Février 2026. Sentant la grogne provoquée par cette annonce, ce délai a été repoussé au 1^{er} mars.

D'habitude les ordonnances sont passées sur «bon» et nous avons des pharmacies où nous pouvons les prendre sans débourser de l'argent. Cela nous permet de soigner nos familles et nous même sans trop de stress. C'est à cette sécurité que le patron veut s'attaquer, mais les murmures et les grognements, à eux-seuls, ne suffiront pas à faire reculer ces rapaces !

SEG : LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT POUR LA LUTTE !

La SEG est une entreprise de BTP spécialisée dans le domaine de construction de bâtiment d'habitation et des usines. Elle a des chantiers à travers tout le pays : Abidjan, Bonoua, Odienné, etc. Sur tous ces chantiers, les mauvaises conditions de travail sont les mêmes : bas salaires, contrats précaires, absence de mesure de sé-

curité les plus élémentaires. Les travailleurs n'ont jamais droit à des congés, même après plusieurs années de service. D'ailleurs, gare à celui qui s'absente ne serait-ce que quelques jours. À son retour, il est aussitôt renvoyé. C'est ce qui est arrivé aux travailleurs sur un chantier situé à Abidjan au Plateau. Au lendemain du nou-

vel an, ils ne se sont pas présentés au travail. À leur retour, ils ont perdu leur poste. La plupart d'entre eux avaient de nombreuses années d'ancienneté. Même après toutes ces années ils continuaient à être payés à la quinzaine et les jours d'arrêt maladie n'ont jamais été payés.

C'est face à tous ces manquements, à cette exploitation, au mépris des patrons qui considèrent les travailleurs comme des bêtes de somme, utiles seulement à pro-

duire des bénéfices, que les travailleurs sur les chantiers d'Abidjan ainsi que celui de Bonoua ont senti le besoin de s'organiser.

Ils n'ont pas oublié que c'est leur grève en 2022 qui a obligé la direction à lâcher une petite augmentation de 700 F par jour pour tous. Depuis lors, de nombreuses revendications se sont accumulées. Raison de plus de mettre sur le tapis le seul langage que les exploiteurs comprennent, la grève !

LOYERS CHERS ET SALAIRES DE MISÈRE : TROP C'EST TROP !

Témoignage d'un lecteur.



Le 13 septembre 2024, la plateforme Agir Pour le Peuple (AGIP) a organisé une manifestation à Abidjan contre la vie chère. Plus de 30 personnes ont été arrêtées, dont des leaders du mouvement. Le 17 septembre, 16 d'entre elles ont été condamnées à six mois de prison ferme.

«Depuis un certain temps, l'appel à lutter contre les logements chers à Abidjan prend de plus en plus de place dans les réseaux sociaux. Effectivement, depuis quelques décennies, le problème de logement dans la capitale économique se fait sentir. La demande devient très forte, ce qui pousse les propriétaires à augmenter les loyers et le montant de la caution. À

côté de toutes ces difficultés s'ajoutent les opérations de déguerpissement menées par l'État dans des quartiers pauvres et qui se traduisent aussi par une envolée des loyers.

Tous ces problèmes sont de véritables casse-têtes pour les familles des travailleurs et des populations pauvres qui doivent dépenser la moitié ou les deux tiers de leur salaire dans le prix du loyer, pour un logement misérable. Pour vraiment lutter contre tous ces problèmes, il faudra apporter des slogans forts comme l'augmentation des salaires à une valeur équivalente aux difficultés réelles de la vie, et aussi contre l'État lui-même qui favorise le patronat à nous exploiter jour et nuit. Enfin, il faut que les travailleurs combattent le système capitaliste car il est la vraie cause de tous ces problèmes, il faut l'abattre pour être vraiment en liberté !»

UNE MOBILISATION SE PRÉPARE CONTRE LES LOYERS CHERS

Une marche de protestation contre les loyers chers aura lieu à Abidjan le 28 Février. C'est une occasion pour dire ce que nous pensons de notre situation qui se dégrade chaque jour à cause de tous les prix qui augmentent.

La grande majorité des travailleurs sont payés au SMIG, c'est-dire 75.000f plus 30.000f de prime de transport. Mais même ce minimum n'est pas respecté dans nombre d'entreprises. Pendant ce temps,

rien qu'un studio se loue en moyenne à 70.000f par mois dans les quartiers populaires. En incluant la caution et les avances sur les loyers, il faut compter 5 mois de loyer pour acquérir un logement. À ce prix, se loger devient un luxe pour les travailleurs.

Cette marche de protestation est la bienvenue. Non aux loyers chers et aux salaires de misère !

Leur Société

BIENVENUE À GONDWANA-CITY !



Député siégeant à l'Assemblée nationale

Les nouveaux députés ont fait leur première entrée au parlement et chacun a fait son discours. C'est le cas, par exemple, d'un certain Koffi Léandre, d'une sous-préfecture de Yamoussoukro, qui a déclaré que son combat « *c'est d'améliorer la vie des populations (...), de voter des lois qui*

permettent aux jeunes et aux femmes d'aspirer à un mieux être partagé ». Ben voyons ! Le « *mieux être* » c'est surtout ce qu'il cherche depuis longtemps en courant derrière le poste de député. Il a échoué deux fois et maintenant il y est. Il pourra profiter des priviléges officiels et non officiels de sa nouvelle fonction. Quant au reste, ce n'est que du bavardage, tous ses compères répètent à peu près la même chanson.

Ces gens-là feraient mieux de prendre des leçons auprès de vrais comédiens comme Digbeu Cravate ou Gohou. Eux, sont forts dans ce genre de discours et au moins ils ne mentent pas !

LES AFFAIRES, ÇA N'ATTEND PAS !

À peine les élections clauses, Kandia Camara a annoncé la construction de 5000 logements dans le cadre du « *programme présidentiel de construction* ». Il s'agira, selon elle, de « *logements économiques et de standing* » dans la commune d'Abobo . Une partie sera construite du côté du marché et l'autre, au carrefour Anador.

Pour les travailleurs du bâtiment qui construiront ces logements, inutile de penser qu'ils pourront en acquérir un jour. Ils auront tout juste le droit de se faire exploiter, d'y laisser leur santé, voire plus en cas d'accidents assez fréquents sur les chantiers quand on sait que la sécurité est le dernier souci des capitalistes.

L'entreprise qui a décroché le contrat se nomme Sablux-Côte d'Ivoire et comme son nom ne l'indique pas, il s'agit d'une entreprise sénégalaise. Ni Kandia

Camara, ni le journal gouvernemental Fraternité-Matin qui en a fait la promotion, n'ont jugé utile d'apporter cette précision. Depuis la dernière CAN, on connaît surtout le Sénégal pour la qualité de son équipe de foot. Quant à ce qui concerne les capitalistes propriétaires de l'entreprise Sablux, il n'y a pas à se faire d'illusion, ils seront tout aussi rapaces et impitoyables que ceux à qui nous avons affaire ici quotidiennement.

Alors, si les travailleurs ne veulent pas se faire « *dribbler* » dans les calculs des salaires, les conditions de travail et autres embrouilles, ils ne doivent surtout pas compter sur le coup de sifflet des autorités ivoiriennes pour les défendre car elles sont d'avance vendues aux capitalistes. À nous de nous défendre en tant que travailleurs, sans calculer la nationalité de nos exploitants.

CONDAMNÉ POUR AVOIR DÉNONCÉ LA CORRUPTION !

Un certain Jean François Kouassi, président du MJCI (Mouvement des jeunes de Côte d'Ivoire) candidat non retenu à

l'élection présidentielle passée, a été interpellé au mois de janvier pour avoir organisé un sit-in pour dénoncer la corruption

dans les concours de la fonction publique. Il a été accusé de «*trouble à l'ordre public, diffamation, divulgation de fausse information sur les réseaux sociaux, et dénonciation calomnieuse*».

Personne n'ignore ce qui se passe dans les coulisses des concours administratifs. Pour avoir une place, il faut avoir le bon réseau. Les places s'achètent à coup

de millions. C'est ainsi que des hauts dignitaires, souvent plein aux as, procèdent pour caser leurs protégés.

Condamner celui qui dénonce la corruption ne fera que renforcer la conviction de ceux qui pensent que dans ce pays, ce fléau ne disparaîtra pas de si tôt, même si le gouvernement prétend agir contre.

LA GUERRE CONTRE LES PAUVRES CONTINUE !



Demolition du marché de Belleville à Treichville

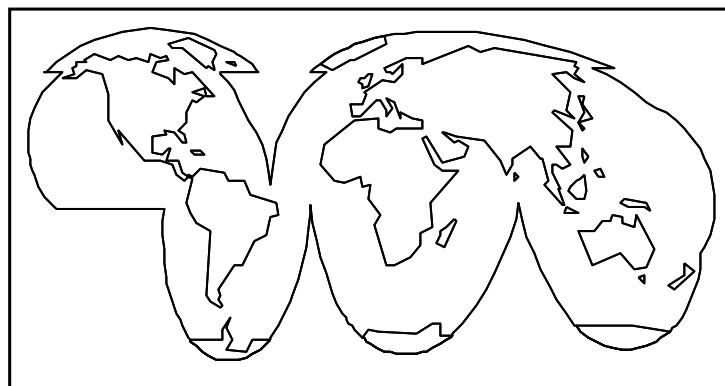
À Treichville, le «*marché du mercredi*» où on vendait des friperies a été rasé,

soi-disant pour lutter contre le désordre urbain. Ce marché existait depuis des décennies, c'est là que les familles pauvres trouvaient de quoi se vêtir à moindre coût.

C'est en pleine nuit, que des agents du district ont procédé à la démolition à coup de bulldozer. Les marchandises ont été pillées ou écrasées par les bulldozers. Il n'y a eu ni recasement, ni indemnisation !

On ne sera pas étonné de voir pousser à ce même endroit, comme d'ailleurs sur plusieurs autres sites dégoulinants, de grands magasins pour permettre à quelques margoulins de s'enrichir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSEZ-NOUS !

Dans le monde

TOTALENERGIES : SANGLANTS PROFITS

Article publié en France dans l'hebdomadaire *Lutte Ouvrière* N° 3001 du 6 février 2026. (Site Internet www.lutte-ouvrière.org)

TotalEnergies a annoncé la relance de son projet gazier géant au Mozambique qui avait été suspendu en 2021. Le trust réclame parallèlement 4,5 milliards de dollars à l'État mozambicain, au titre de compensation pour le retard pris.



Une station de TotalEnergies à Abidjan

Le gisement est situé dans le nord du pays, dans la province de Cabo Delgado. En 2018, la Banque africaine de développement lui attribuait des réserves de 5 000 milliards de mètres cubes de gaz. « Suffisamment pour approvisionner la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie pendant près de 20 ans » estimait-elle. Ce fut la ruée vers le gaz. TotalEnergies mais aussi les compagnies américaine ExxonMobil et italienne Eni mirent en chantier un site où le gaz devait être extrait en mer pour que des usines installées à terre puissent le liquéfier et qu'il soit exporté par navire vers les pays riches. Le pactole découvert sur son sol devait ainsi être volé à la population, comme toutes les richesses minérales et gazières découvertes en Afrique.

Le Mozambique est l'un des dix pays les plus pauvres du monde, le choléra y fait actuellement des ravages et chaque année des cyclones meurtriers détruisent les habitations et les cultures, mais ce sont les profits des magnats du pétrole que le gaz de-

vait alimenter. Les compagnies se souciaient tout au plus d'arroser les gouvernants en prévoyant de leur reverser une maigre part des bénéfices escomptés, par le biais d'un fonds souverain, officiellement destiné au développement du pays. Il ne pouvait en réalité servir qu'à l'enrichissement des minces couches privilégiées qui gravitent autour du pouvoir.

En 2021, la production fut suspendue à la suite d'attaques djihadistes sur les installations, l'une des calamités que subissent les habitants des villes et des campagnes dans la région Nord. Cette année-là, la ville de Palma, voisine du site, fut visée et 1 350 civils assassinés, dont 330 décapités. TotalEnergies préféra alors abandonner momentanément les installations et les laisser sous la garde d'une unité de l'armée mozambicaine. Baptisée Joint Task Force, celle-ci séquestra dans des conteneurs métalliques et tortura des dizaines de civils pris parmi la foule qui se pressait aux portes, pensant trouver un abri à l'intérieur. Des pêcheurs qui s'approchaient trop près du site furent battus à mort. Tout cela, la compagnie le savait.

Tels sont les faits d'armes de TotalEnergies au Mozambique. Cette compagnie n'en ose pas moins réclamer à l'État mozambicain 4,5 milliards de dollars sous prétexte que son programme a pris un peu de retard et que pendant quatre ans les profits tirés de ce pays, pauvre parmi les pauvres, n'ont pas coulé dans ses coffres-forts ! De tels trusts capitalistes sont des prédateurs sans pitié qui, à la différence des grands fauves, ne sont jamais rassasiés.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.